

MAGAZINE TRIMESTRIEL

N° 96/mars 2015

# POI. CAINT

INFO

DE LA POLICE CANTONALE VAUDOISE

## PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ

Lancement de la campagne «image numérique»

Réfléchis avant de cliquer  
[sois-net.ch](http://sois-net.ch)

**ACTUALITÉ:** Un système d'information qui soutient la vision de la Police cantonale, cap vers 2018  
**SCIENCES CRIMINELLES:** Le professeur Olivier Ribaux, directeur de l'Ecole des Sciences criminelles



NO TO RACISM



RESPECT

UEFA.org

7



9



12



## Sommaire

### 5 Point de vue

### 6 Actualité

Cap vers 2018: un système d'information qui soutient la vision de la Police cantonale vaudoise

### 9 Sciences criminelles

Nouveau directeur ESC  
Olivier Ribaux

### 12 Prévention routière

Crash-test  
au Mont-sur-Lausanne

### 14 Eclairage

Le recrutement  
à l'ère de l'harmonisation

### 16 Formation

Conduite sur neige

### 18 Prévention criminalité

Sois net! La Police cantonale lance un jeu vidéo sérieux sur la protection de l'image numérique

### 20 Sur le vif

Un nouveau système d'aide à l'engagement pour le CET

### 24 Cinéma

L'enquête Chaplin  
à tour de rôles

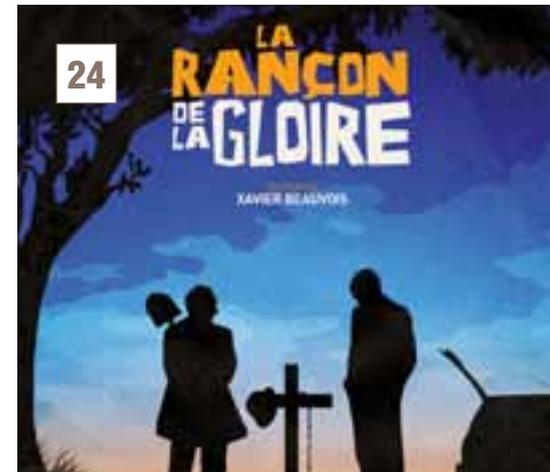
### 27 Coup de cœur

Fête de Noël 2014

### 28 Personnel

Promotions décembre 2014

24

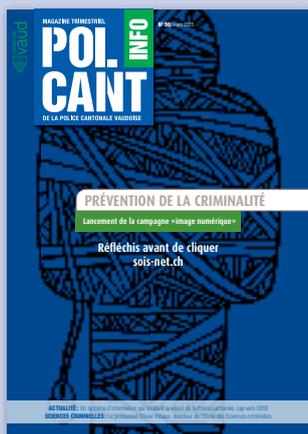


27



N° 96/Mars 2015

Paraît 4 fois par an  
Tirage 4900 exemplaires  
Tirage contrôlé par la REMP  
(3315 exemplaires)



**Editeur:** Police cantonale vaudoise  
Direction prévention et communication  
Centre Blécherette - 1014 Lausanne

**Comité éditorial:** Jean-Christophe Sauterel, *rédacteur en chef*, Olivia Cutruzzolà, *responsable d'édition*, Marlyse Biderbost, Pierre-Olivier Gaudard, Philippe Jatton, Olivier Rochat

**Rédacteurs:** Olivia Cutruzzolà, Dominique Glur, Gianfranco Cutruzzolà, Madeleine Meier

**Photographies:** Débora Varela, Sabine Dufour, Jonathan Somville, Olivia Cutruzzolà

**Mise en page:** Next communication SA

**Relecture:** Police cantonale vaudoise

**Impression:** IRL plus SA

**Abonnement:** Revue distribuée gratuitement à tous les membres de la Police cantonale, aux policiers vaudoises, aux policiers de Suisse, aux autorités civiles et judiciaires cantonales et fédérales, aux partenaires privés et à nos annonceurs.

**Contact:** presse.police@vd.ch  
021 644 81 90 - www.police.vd.ch

**Publicité:** Next communication SA -  
021 654 05 70

© Police cantonale vaudoise

Toute reproduction autorisée  
avec l'accord de l'éditeur



- de dettes + de vie



Pour un appui pratique et individuel en matière de budget et de dettes, appelez INFO BUDGET, la permanence-conseil vaudoise.

**0840 4321 00**

Appel gratuit depuis le réseau fixe



**CARITAS** Vaud

Lausanne  
Service social



FÉDÉRATION ROMANDE  
DES CONSOMMATEURS  
*À l'avant de vos coûts*

**CSP**

CENTRE SOCIAL PROTESTANT



# Point de vue

## Edito

Après avoir souhaité la plus cordiale des bienvenues dans la direction de la Police cantonale au nouveau commandant de la Gendarmerie, le Lt-col Alain Gorka, avec lequel je me réjouis sincèrement de travailler, j'ai tenu, dans ce premier numéro de Polcant Info de l'année, à présenter quelques objectifs que j'ai définis pour la Police cantonale vaudoise en 2015. Ces objectifs sont déjà connus de l'Etat-major et de la Cheffe de département. Il m'a paru intéressant de mettre à profit la page qui m'est attribuée dans la présente édition pour les évoquer d'une manière plus large, dans un souci de transparence.

C'est ainsi que j'ai décidé de porter l'accent en 2015 notamment sur les domaines généraux suivants :

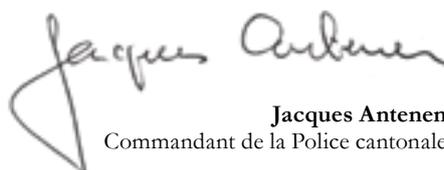
- l'analyse et les réponses à apporter, de manière coordonnée avec les autres cantons et la Confédération et en gardant la tête froide, à la montée des menaces mettant le cas échéant en péril la sécurité de l'Etat fédéral et celle de notre canton ;
- la poursuite et le développement des contacts liés à la mise sur pied d'un apprentissage dans le domaine de la sécurité ;
- l'adaptation de l'excellent concept Sport&Santé avec l'idée de garantir le maintien d'une condition physique suffisante chez tous les collaborateurs ;
- l'application par les policiers de l'adage « Avec les citoyens et non face aux citoyens » en ayant en arrière plan la notion de « Que puis-je faire pour vous ? » ;
- l'amélioration de la communication avec les communes en allant au devant des élus et en les associant à notre travail ;
- la mise en place d'une gestion sécuritaire des sites, des organisations et des compagnies qui ont une envergure régionale, nationale ou internationale dans tous les domaines vitaux pour le canton (académiques, sportifs, économiques, etc.), comme par exemple l'UNIL/EPFL, le CIO, l'UEFA ou les multinationales implantées sur territoire vaudois ;

- la poursuite de la réflexion sur les maisons judiciaires à savoir la répartition qualitative et territoriale de l'activité judiciaire entre la Gendarmerie et la Police de sûreté ;
- la systématisation de la mise en adéquation des projets par rapport aux moyens disponibles, en d'autres termes le respect strict du cadre budgétaire ;
- l'utilisation des outils métier disponibles, en particulier informatiques, à pleine capacité.

La liste de ces objectifs, à laquelle il faut évidemment ajouter la nécessité de répondre à des attentes plus ponctuelles et non planifiables, à l'instar de ce que nous vivons au moment où j'écris ces lignes avec les pourparlers entre les Etats-Unis et l'Iran autour de la question nucléaire, n'est pas exhaustive mais elle démontre à l'envi qu'une organisation comme la nôtre doit constamment se remettre en question et tendre vers des améliorations qui lui profitent non seulement à elle mais également et surtout aux citoyens de ce canton.

Et il appartient à chaque collaborateur, où qu'il se situe dans la hiérarchie, de se poser pour chacun de ces objectifs la question : comment puis-je y contribuer ?

Ainsi la Police cantonale continuera de fonctionner de manière exemplaire comme elle a su le faire jusqu'à maintenant grâce au dévouement sans faille de toutes celles et ceux qui la composent et la font vivre.

  
**Jacques Antenen**  
 Commandant de la Police cantonale

### Une nouvelle rubrique !

La Police cantonale vaudoise et l'Ecole des sciences criminelles (ESC) de l'Université de Lausanne collaborent étroitement depuis de nombreuses années. En plus des collaborateurs de la Police cantonale – cadres stratégiques, analystes criminel(le)s, enquêteurs/trices ou inspecteurs/trices scientifiques – qui ont suivi leurs formations à l'ESC et qui officient pour une grande majorité à la Police de Sûreté, notamment à l'identité judiciaire, de jeunes forensiens ou criminologues rejoignent chaque année nos rangs pour y faire leurs premières armes au travers de stages. De plus, les deux institutions coopèrent régulièrement en conduisant des recherches sur les phénomènes criminels divers qui ont cours dans le canton.

Afin de vous faire profiter des enseignements de cette fructueuse collaboration, une rubrique « Sciences Criminelles » est inaugurée dans ce premier Polcant Info de l'année 2015. Nous souhaitons offrir à nos lecteurs un éclairage nouveau des phénomènes criminels et sécuritaires, en donnant la parole à des spécialistes reconnus au sein de la Police cantonale et de l'ESC.

La formule retenue est celle de l'interrogation. Chaque thématique traitée se fera sous l'angle d'une grande question générale. *Qui sont les Experts ? Peut-on mesurer la délinquance ?* ou encore *Pourquoi le crime parfait n'est-il jamais vraiment parfait ?*

Autant d'interrogations auxquelles cette rubrique répondra ces prochaines éditions. Les professeurs Pierre Margot et Olivier Ribaux, qui se sont récemment transmis le témoin à la tête de l'Ecole des Sciences criminelles de Lausanne, nous font l'honneur d'ouvrir les feux.

Nous vous souhaitons bonne lecture du Polcant info !

*Jean-Christophe Sauterel*  
 Rédacteur en chef



De gauche à droite, Monsieur Noureddine El Mansouri Chef de la Division d'Appui en Organisation et Projets, responsable du Programme SI Pol cant 2018 à la Police cantonale, Madame Delphine Iwanon-Tournier, responsable du Programme SI Pol cant 2018 au Pôle Sécurité & Justice de la Direction des Systèmes d'Information (DSI) et Madame Délia Zufferey, cheffe de projet utilisateur à la Division d'Appui en Organisation et Projets de la Police cantonale.

# Actualité

## Un système d'information qui soutient la vision de la Police cantonale vaudoise, cap vers 2018

En 2010, la Police cantonale a initié le déroulement de son schéma directeur du système d'information dont l'objectif principal est de disposer d'un système d'information qui soutient sa vision : une police performante et novatrice. Dans cet article, nous avons choisi d'aborder l'axe stratégique de la « Mobilité & Accès à distance » qui a été désigné comme prioritaire par la Police cantonale.

Réalisé par Noureddine El Mansouri

En tenant compte des cinq orientations stratégiques (voir encadré) et des besoins des utilisateurs, le schéma directeur a permis d'identifier une quarantaine de projets à réaliser durant les cinq prochaines années. Chacun de ces projets contribue à la réalisation d'une ou plusieurs des cinq orientations stratégiques retenues. En 2013, le Programme SI Pol cant 2018 a

été mis en place pour coordonner ces projets et assurer que les objectifs définis soient atteints. Pour souligner son importance, le Programme est suivi par le Commandant de la Police cantonale, Monsieur Jacques Antenen, président du Comité de Pilotage, en collaboration étroite avec Monsieur Patrick Amaru, Chef de Service de la Direction des Systèmes d'Information (DSI).

Durant l'année 2014, onze projets ont pu démarrer. Le challenge du Programme SI Pol Cant 2018 est d'initier en moyenne dix projets par année, pour pouvoir atteindre les objectifs fixés par le schéma directeur.

Chaque projet est porté par un Chef de Projet Utilisateur (CPU), policier ou spécialiste du domaine concerné, afin de répondre au mieux aux attentes concrètes du terrain. Pour mener à bien ces projets, la Division d'Appui en Organisation et Projets (DAOP) des Services Généraux de la Police cantonale, en collaboration avec le Pôle Sécurité et Justice de la DSI, fournissent le support et l'aide nécessaires aux différents CPUs, tout au long de la planification et de la progression des projets.

## La Police cantonale a décidé d'axer les futures améliorations de son système d'information autour des cinq orientations stratégiques suivantes :

### 1 Pilotage & Aide à la décision :

- être capable de prendre les bonnes décisions de pilotage sur la base d'informations disponibles au bon moment à la bonne place ;
- développer des capacités d'analyse dans divers domaines de la police tels que les cambriolages ;
- pouvoir visualiser et évaluer les informations aidant à la prise de décision.

### 2 Mobilité & Accès à distance :

- permettre l'accès aux sources d'informations policières depuis le terrain en utilisant des appareils mobiles adéquats et sécurisés ;
- assurer la rapidité de la transmission de l'information en provenance ou à destination du terrain pour qu'elle puisse être partagée dans les meilleurs délais.

### 3 Moyens spéciaux & Traçabilité :

- accroître l'utilisation des moyens spéciaux et de l'implication de la police scientifique ;
- appuyer l'enquête et l'analyse ;
- permettre la traçabilité des moyens de preuve pour assurer leur valeur juridique.

### 4 Réduction administrative & Echanges :

- réduire les tâches administratives pour décharger les policiers et permettre de libérer des forces pour les interventions sur le terrain ;
- éviter les ressaisies des informations ;
- consulter les sources d'informations policières de manière simple.

### 5 Statistiques (Information aux partenaires) :

- être capable de répondre à l'augmentation du besoin en information des partenaires politiques, dans le respect des contraintes légales.



Les membres du groupe de projet Système d'Information Mobile (SIM): de gauche à droite, Stéphane Birrer, Cécile Cunit, Laurent Caspescha et Didier Pittier.

## Système d'Information Mobile (SIM)

**A**u sein du Programme SI Pol canton 2018, nous avons mis en place les projets SIM. L'objectif attendu de ces projets SIM est d'assurer un accès mobile et sécurisé à l'information depuis le terrain permettant ainsi un gain en temps et en efficacité. Grâce à cet accès à distance, le policier aura à disposition les informations et les moyens nécessaires pour faciliter son travail. Il pourra ainsi être le plus souvent possible sur le terrain. L'accès sécurisé aux sources d'informations policières depuis le terrain est un facteur clé de succès pour ces projets. Une dizaine de projets ont ainsi été identifiés afin d'atteindre cet objectif ambitieux.

### Il est d'ores et déjà possible de :

1. accéder à son environnement de travail depuis n'importe quel PC (bureau distant Polcant Citrix)
2. effectuer des contrôles depuis le terrain grâce à l'application PolVD (voir plus bas), disponible pour les appareils iOS, smartphones et tablettes professionnels

D'autres initiatives sont en cours de réalisation et seront bientôt mises à disposition comme l'équipement de certains collaborateurs avec des PC mobiles, la gestion de la flotte d'appareils mobiles et la sécurisation des connexions, l'accès à distance aux documents métier et à l'intranet de la Police cantonale, etc. Il est en outre prévu qu'à la fin de cette année 2015, tous les bâtiments de la Police cantonale disposeront d'un accès wifi qui permettra, entre autres, la mise à jour des appareils de géolocalisation. Pour

sensibiliser les utilisateurs à la protection des données, une charte d'utilisation a été établie en collaboration avec la Préposée à la protection des données et à l'information, Madame Mélanie Buard. Le futur utilisateur devra accepter et signer cette charte avant de pouvoir accéder aux applications mobiles.

Toutes ces réalisations, et celles qui viendront, ont pu voir le jour grâce au soutien du Commandement de la Police cantonale, à l'implication des collaborateurs des trois Corps et au soutien de la Direction des Systèmes d'Information (DSI). Nous tenons également à remercier toutes les autres personnes ayant contribué de près ou de loin aux différentes études et réalisations.

Les projets SIM sont actuellement dirigés par le Lieutenant Didier Pittier et Mme Cécile Cunit en tant que chefs de projet utilisateur (PCV) et M. Laurent Caspescha en tant que chef de projet informatique (DSI).

*Pour plus d'informations concernant le Programme SI Pol Cant 2018, son évolution et ses projets, rendez-vous sur l'Intranet de la Pol Cant rubrique Projets.*

### Une réalisation concrète : l'application PolVD

Parmi les réalisations des projets SIM, nous avons l'application PolVD: c'est une application mobile permettant de faire des contrôles en rue (depuis le terrain), notamment:

1. d'effectuer des recherches de personnes, de plaques et d'événements
2. d'enregistrer des contrôles de personnes et de plaques. PolVD s'appuie sur une structure existante (PolyTrack / TrackRue TrackJud).

La première version de PolVD, actuellement à disposition des policiers, a vu le jour sous la direction du projet qui se composait du Com princ Stéphane Birrer, en tant que chef de projet utilisateur, de M. Laurent Caspescha en tant que chef de projet informatique (DSI), de Mme Délia Zufferey et Mme Cécile Cunit en tant que chargées de projet. Des nouvelles versions d'amélioration sont en cours de planification.



## Qu'en pense un utilisateur terrain ?

**Le caporal Sylvain Belin, gendarme au Centre de Gendarmerie mobile Centre, s'est prêté au jeu des questions/réponses en tant qu'utilisateur de l'application PoIVD.**

### ■ Pouvez-vous vous présenter et présenter votre unité ?

Après un apprentissage de serrurier constructeur, j'ai repris la petite entreprise de mon père qui s'était spécialisé dans la ferronnerie d'art. J'ai développé cette activité et créé une nouvelle société. En 2002, par envie de changement, je me suis orienté vers une nouvelle profession et à 28 ans, j'ai effectué mon école de police à Lausanne pour la commune d'Yverdon-les-Bains. Au terme de cette formation, j'ai rapidement intégré le CIR-Nord (CGM) et j'ai œuvré en mixité avec la Gendarmerie au terme d'Expo 02. En 2006, cette collaboration s'étant terminée, j'ai tout naturellement rejoint les rangs de la Gendarmerie. Après quelques années passées au Centre de Gendarmerie mobile (CGM) d'Yverdon, ainsi que deux au poste de Vallorbe, j'ai été affecté en octobre dernier au CGM-Centre. Cette dernière qui est largement composée de jeunes collègues motivés, n'est pas avare de nouvelles technologies. La mise à disposition d'une application permettant, dans le terrain, d'interroger toute une série de bases de données a suscité un certain engouement.

### ■ Avez-vous utilisé l'application PoIVD sur le terrain et dans quelles circonstances ?

Rapidement installée sur mon iPhone, j'ai d'abord testé cette application lors de contrôles de la circulation. Elle a répondu à mes attentes et la rapidité de recherche est tout à fait étonnante. Il est clair qu'une vision rapide de la personne ou du véhicule à qui nous avons à faire est un plus pour notre sécurité. La visualisation des événements en cours ouverts dans le Journal des événements police (JEP) est en outre un avantage certain.

### ■ Qu'auriez-vous fait sans ?

J'aurais effectué le même contrôle en passant par un Centre de Gendarmerie mobile avec un temps de réponse accru ou j'y aurais renoncé étant donné que dans les faits, un contrôle plus approfondi n'est pas systématique aujourd'hui. Le fait de lire la totalité des informations fournies par cette application me permet une meilleure appréciation.

### ■ Pensez-vous que cette application soit utile à votre unité ?

Sans aucun doute ! Comme mentionné auparavant, elle permet rapidement de savoir si nous sommes en présence d'une personne recherchée ou défavorablement connue et par là-même de prendre des dispositions permettant d'optimiser la sécurité personnelle. Par ailleurs, elle génère un gain de temps et libère l'opérateur des CGM de certains contrôles.

### ■ Voyez-vous des contraintes quant à son utilisation ?

Non, c'est un outil qu'il faut utiliser le plus possible lors de nos interventions. La seule contrainte est liée au niveau de sécurité élevé qui demande une procédure d'identification un peu longue mais qui, somme toute, est nécessaire afin de protéger les données.

### ■ Voyez-vous d'autres améliorations à ajouter ?

L'application pourrait être disponible sous forme d'icône, afin de ne pas devoir passer par le portail sécurisé. Par ailleurs, une relation entre plaques et détenteur serait un service appréciable à développer. Il serait également optimal d'avoir une lecture des documents en PDF annexés aux diverses bases de données. D'autres points devront certainement être améliorés mais ils seront identifiés au fil du temps.

### ■ Que diriez-vous pour conclure ?

Cette application s'inscrit parfaitement dans la vision que je me fais de la Gendarmerie actuelle. Il est important de pouvoir disposer d'informations rapidement et l'évolution technique est indispensable au bon déroulement de nos missions. Je pense que cette application n'est qu'une étape dans cette évolution. À l'avenir il sera indispensable de pouvoir bénéficier d'informatique embarquée avec laquelle nous ferons nos contrôles et rédigerons des plaintes, rapports, emails..., ceci afin d'être le plus efficace possible.

« Il y a une immense énergie qui se dégage de cette école. »

# Sciences criminelles

## Nouveau directeur ESC - Olivier Ribaux

**Le professeur Olivier Ribaux a succédé à Pierre Margot. Il a donc pris, le 1<sup>er</sup> janvier 2015, la tête de l'Ecole des sciences criminelles. Présentation d'un scientifique spécialiste notamment de la trace.**

Francine Zambano

« Je ne suis pas une émanation directe de l'Ecole des sciences criminelles! » lance d'emblée Olivier Ribaux. Peu importe. Ce Neuchâtelois de 50 ans a succédé le 1<sup>er</sup> janvier prochain à Pierre Margot à la tête de l'ESC. Son parcours? Actuellement professeur de renseignement et d'analyse à l'ESC, il a étudié les mathématiques à l'Université de Neuchâtel. Il a ensuite développé des logiciels pour des entreprises privées, puis a été engagé au service informatique de la Police de Genève, un service partagé par les autres polices romandes. «Nous étions un petit groupe, chargé de développer des systèmes qui devaient concerner la gestion de crises. Comment concevoir un système qui aide à la décision dans ces cas-là? J'ai vite été aiguillé vers l'ESC, j'ai pris rendez-vous avec le professeur Margot. Il percevait déjà l'informatique comme étant intéressante pour le développement de l'école. Son côté visionnaire ressortait déjà.» En 1997, Olivier Ribaux passe sa thèse à l'UNIL, consacrée à l'utilisation de traces matérielles pour détecter des phénomènes sériels. Entre 1997

et 2005, il mène une double carrière de chercheur et d'analyste criminel auprès des polices romandes.

### Une grosse envie

Ses motivations pour prendre la tête de l'ESC? «Tout le monde a envie de s'engager dans cette école, dit-il. Ce qui m'intéresse, c'est le projet que nous avons construit avec mes collègues et Pierre Margot de manière extrêmement active durant ces dernières années.» Dans sa vision de l'ESC, Olivier Ribaux tient beaucoup à la relation entre les sciences exactes et les sciences humaines. Selon le chercheur, les sciences exactes ont perdu un peu de terrain et de l'intérêt auprès des jeunes. «Mais nous n'allons pas ignorer des spécialisations non plus. La police scientifique peut offrir les clés à beaucoup de questions contemporaines, dit-il. Peu d'écoles dans le monde ont adopté cette démarche interdisciplinaire, c'est ce qui fait sa force. Il y a une immense énergie qui se dégage de cette école.»

Selon Olivier Ribaux, la police scientifique doit donc se renouveler. «J'exprime ces idées dans mon livre intitulé *Le renseignement par la trace*, un ouvrage qui plaide en faveur d'un caractère généraliste de la trace. «La trace se diversifie, elle se numérise, c'est un des grands chantiers que l'on est en train de développer», dit-il. En fait, la traçabilité des activités humaines s'étend largement et renforce aussi l'impact de la police scientifique et ses champs d'application. «Dans les années 90, vous aviez un département de po-

lice scientifique basé sur la trace matérielle. Aujourd'hui, il y a quasiment un deuxième service qui a été mis sur pied, basé sur la trace numérique.» Dans le canton de Vaud, une trentaine de personnes sont actuellement au service de la police scientifique, une vingtaine travaillent sur les éléments numériques. «L'objectif de l'école est de suivre ces développements, même de les précéder.»

### A la pointe

L'employabilité est également un facteur important pour l'avenir de l'ESC. «Développer une discipline sans qu'elle trouve une réalité pratique n'a pas beaucoup de sens», dit Olivier Ribaux. En dehors des polices, il y a désormais des débouchés professionnels dans le secteur privé (études sur les contrefaçons, démarches d'expertise). Il existe aussi toute une série de secteurs d'activité dans les administrations publiques, telles la criminologie dans les prisons, la prévention, les statistiques criminelles. L'étudiant peut très rapidement s'orienter vers une palette d'activités. Sans parler des perspectives académiques relativement nombreuses à l'étranger.

A la pointe sur le plan scientifique, célèbre, unique, en phase avec son époque, offrant des débouchés à ses étudiants, l'ESC a un bel avenir devant elle. «Nous ne devons pas nous endormir mais rester très ambitieux dans le développement de cette école», conclut Olivier Ribaux.

*Police scientifique, le renseignement par la trace, Olivier Ribaux, PPUR, 2014*

« Je ne vais pas couper les ponts du jour au lendemain. »



**Le professeur Pierre Margot est parti à la retraite à fin février après avoir passé près de vingt-neuf ans à la tête de l'École des sciences criminelles. Ce scientifique de renommée internationale ne va pas pour autant rester les bras croisés.**

Francine Zambano

« Je suis tellement sollicité en ce moment que j'ai l'impression d'organiser mes funérailles », lance Pierre Margot en nous accueillant avec un grand sourire. Normal d'évoquer le départ à la retraite, à fin février, de ce scientifique reconnu sur le plan international, directeur de l'École des sciences criminelles depuis 1986. Retraite? Façon de parler. Pierre Margot a fait savoir à ses collègues qu'il resterait à disposition au cas où. Il va certainement garder une activité scientifique, et travaille actuellement à la rédaction d'un livre généraliste, qui démontre en quoi tous les événements techniques s'insèrent dans un ensemble. Il va également officier dans des publications scientifiques. En sa qualité d'expert, il continuera à travailler sur des mandats encore en cours. « Je ne vais pas couper les ponts du jour au lendemain. Ce dont je me réjouis le plus, c'est d'abandonner toutes les tâches administratives! » Et le scientifique évoque ses hobbies, la cueillette des champignons, ses passions pour le bridge, la généalogie, les voyages... Actif donc, comme il l'a

été pendant près de vingt-neuf ans au sein de l'Université.

« Je considère que l'UNIL m'a apporté une grande possibilité d'ouverture et de développement, encore mieux que j'aurais pu l'espérer au départ », explique Pierre Margot, qui évoque au passage les périodes charnières qu'il a vécues, comme 1994, qui a vu l'école déménager de la place du Château à Dorigny, au moment de l'affaire du Temple solaire. « Ce fut aussi la possibilité de renforcer l'enseignement. Auparavant, toute la matière de police scientifique reposait sur mes seules épaules et un jeune collègue, donc on a pu commencer à développer différents secteurs d'activité avec l'arrivée de quatre nouveaux professeurs. »

### La patte Margot

Sur le plan scientifique, l'une des premières préoccupations de Pierre Margot a été de créer une recherche spécifique. Tout au long de sa carrière, il a été aidé par de nombreux chercheurs – il a eu trente-six doctorants – qui ont permis d'ouvrir de nombreux chantiers et domaines d'activité, par exemple le renseignement criminel. « Il y a dix ans, c'était inimaginable de voir des non-policiers faire de l'analyse criminelle. Or, je viens d'apprendre qu'un de nos doctorants est devenu officier de renseignement à la Police cantonale vaudoise. »

La pratique de l'expertise, sous-jacente avant l'arrivée de Pierre Margot, est également devenue une importante activité de l'école. « Les domaines dans lesquels nous avons développé de l'enseignement et de la recherche

sont utilisés dans le cadre d'affaires réelles, et permettent ainsi de mettre le doigt sur les grandes problématiques ou sur des développements techniques. Cette ouverture était aussi importante. »

### Une place unique

Voilà pour hier et aujourd'hui. Et quel est le grand défi scientifique de demain? Le changement de perspectives avec l'arrivée des banques de données, de l'automatisation, de l'informatique. Les services de police sont tout à coup inondés d'une masse d'informations, qui était maîtrisée quand elle était de taille humaine. « Tout à coup nous avons des accès incroyables. Comment gérer par exemple le fait d'identifier des milliers de personnes? » se demande Pierre Margot. Les banques de données apportent beaucoup d'avantages mais aussi de nouveaux défis. Les criminels sont toujours poussés par les mêmes buts, mais aujourd'hui ils passent par d'autres supports technologiques. « Nous assistons à un changement majeur qui touche pratiquement tous les domaines de la criminalité. »

Pierre Margot suivra toutes ces évolutions de près, ainsi que le développement de l'ESC. « L'école est largement sous-dimensionnée, j'aurais aimé voir une extension avant de partir à la retraite. Nous avons une école unique au monde, ce qui fait aussi son rayonnement. Elle a une histoire, une reconnaissance, l'UNIL occupe, avec elle, une place unique », conclut Pierre Margot.

# Sans ceinture ça peut coûter cher!



[votrepolice.ch](http://votrepolice.ch)



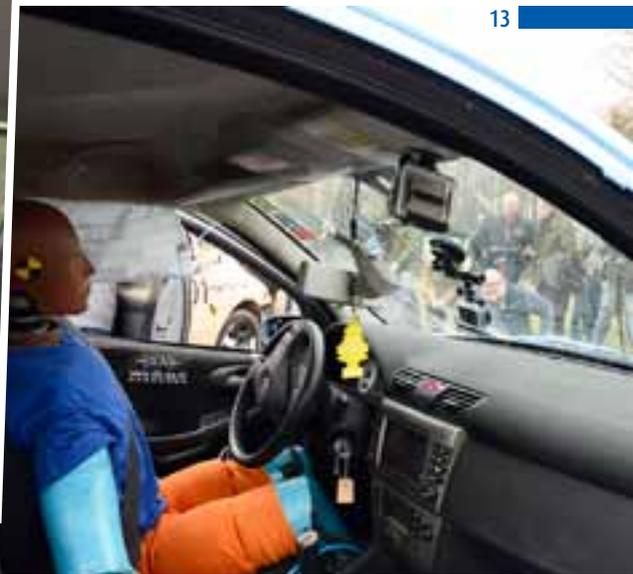
# Prévention routière

## Simulation de crash-test en situation réelle

Pour la première fois en Suisse, une simulation de crash-test en situation réelle a été effectuée afin de dévoiler les coûts d'un accident. Dans le cadre de la campagne de prévention « la bonne conduite », les différents partenaires de la sécurité routière vaudoise souhaitent ainsi sensibiliser les usagers de la route aux coûts que représente un accident pour la collectivité. Cette simulation s'est déroulée au Mont-sur-Lausanne le 25 mars 2015 et a permis aux personnes présentes de suivre en direct le déroulement d'un accident et la prise en charge des victimes ainsi que leurs coûts générés. Si les vies gâchées sur les routes n'ont pas de prix, les accidents de la route coûtent plus de 4,2 milliards à la collectivité chaque année.

La Police cantonale vaudoise, le Touring Club suisse et sa section vaudoise, le Service des automobiles et de la navigation, le Service mobile d'urgence et de réanimation, la Direction générale de la mobilité et des routes ainsi que le Service de Protection et Sauvetage Lausanne ont ainsi décidé d'enrichir le registre de leurs actions de sensibilisation avec le concours de la Rega. Retour sur l'événement en images...





# Eclairage

Le groupe de travail intercantonal élargi, réuni le 20 janvier dernier, pour une séance technique en vue du lancement du recrutement des écoles d'aspirant 2016.

## Le recrutement à l'ère de l'harmonisation

**POLICES ROMANDES**  
RECRUTEMENT

Le processus de sélection des aspirantes et aspirants, qui intégreront les écoles de police romandes en 2016, s'effectue pour la première fois de manière partiellement harmonisée. Cette démarche s'inscrit dans une volonté affirmée de développer la collaboration entre les corps de police tant du point de vue opérationnel que dans d'autres domaines. Ainsi pour le recrutement, un groupe de travail intercantonal a planché depuis plus de deux ans et défini, au final, un processus commun de sélection des aspirants de police.

Réalisé par Olivia Cutruzzola

Chaque début d'année, le grand bal du recrutement s'ouvre pour toutes les polices romandes, cantonales et communales. A chaque fois, ce sont près de 2'000 candidates et candidats qui se présentent, dont environ 270 sont sélectionnés et rejoignent, au terme d'un long processus de sélection, les rangs d'une école de police.

Les défis représentés par le recrutement constituent un enjeu majeur pour tous les corps de police qui investissent énormément de temps et d'énergie pour assurer la relève. Une étude réalisée par l'inspecteur principal Olivier Rochat, sous-chef de la Direction Ressources Humaines de la Police cantonale vaudoise, dans le cadre de sa formation d'officier, a démontré les larges similitudes des processus de sélection mis en œuvre par les responsables du recrutement dans les cantons – même public cible concerné, logique de concours, étapes successives de sélection comparables – mais que des disparités conséquentes existent sur la forme. De larges améliorations étaient, à l'évidence, envisageables, moyennant une ouverture des partenaires. «Jusqu'à maintenant, il faut bien dire que la collaboration entre les corps romands s'est développée essentiellement autour des partenariats liés aux centres de formation (Académie de police de Savatan, Ecole régionale

d'aspirants de police à Colombier, Centre de formation à Genève...). Sous l'impulsion de la Conférence des Commandants de police romands, diverses actions avaient été entreprises dans le but d'améliorer les pratiques, de rechercher les meilleurs outils de sélection, et de réduire les importantes redondances ainsi que les pertes de temps et d'argent, tant pour les corps de police que pour les candidats. Toutefois les choses n'allait pas aussi loin qu'on pouvait l'espérer» explique Olivier Rochat.

### Vers une harmonisation des processus de sélection

Début 2013, ce dernier a donc officiellement reçu le mandat de la Conférence des Commandants des Polices cantonales de Suisse romande, de Berne et du Tessin (CCPC RBT) de conduire un groupe de travail intercantonal chargé de traduire en actions concrètes les différentes propositions d'évolutions et d'améliorations figurant dans son travail de mémoire. Le groupe s'est d'abord attaché à formaliser un processus harmonisé de recrutement et de définir un ensemble d'éléments pouvant faire l'objet d'une harmonisation totale ou partielle. «Le défi consistait tout d'abord à décrire le processus du recrutement autour de six étapes clefs. Ensuite chacune

d'elle a fait l'objet d'une étude visant à définir tous les éléments pouvant faire l'objet d'une harmonisation ou de synergies communes, y compris du point de vue administratif. Cette réflexion s'est faite dans le respect des spécificités de chaque corps. Chacun a dû faire preuve d'une grande ouverture d'esprit afin de dégager les solutions communes les plus efficaces». Conscients que cette démarche pouvait conduire à des blocages et des réticences, notamment dans la partie finale du processus, les membres du groupe de travail se sont d'abord concentrés sur les étapes initiales du recrutement. «Il n'était pas pensable de tout révolutionner, mais il s'agissait de mettre en place de réelles avancées permettant, au travers d'une économie des moyens, une meilleure efficacité des outils et des méthodes, garantissant les résultats attendus.

Ces réflexions ont conduit à proposer des éléments concrets, tels qu'une charte graphique, un logo commun, plusieurs «recommandations» réglant diverses problématiques (tatouage, examen médical, etc.). Dans cette première étape nous avons aussi réfléchi à tout ce qui tourne autour de la préparation au concours d'admission». La suite de la réflexion a porté sur un formulaire d'offre de service commun, informatisé et sécurisé, interface essentielle entre le candidat et le corps de police. Cet important document, basé sur une version déjà en usage à la Police cantonale fribourgeoise, est le fruit d'une collaboration avec l'École d'ingénieurs et d'architectes de Fribourg. Il s'agissait enfin d'aborder la question des épreuves communes de sélection. «L'épreuve de français de base, qui est éliminatoire, est dorénavant préparée par la «Maison des langues de l'Université de Genève», déjà partenaire de la Police de ce canton. Ce test ainsi que les critères de réussite sont communs pour toutes

les polices romandes. D'autres examens, la condition physique par exemple, sont désormais harmonisés ou comme les tests psychométriques, en phase de l'être» s'enthousiasme Olivier Rochat. «Nos travaux conduisent aussi à une meilleure efficacité administrative, à des gains de temps considérables et à une meilleure transparence pour les candidats. Nous avons également consolidé une vraie dynamique intercantonale et initié une collaboration fructueuse avec des partenaires externes représentatifs».

Tous les éléments présentés aux termes de la réflexion du groupe de travail intercantonal répondant aux souhaits émis par la CCPC RBT, cette dernière a validé leur mise en œuvre pour les campagnes de recrutement en cours, dont les candidats retenus débiteront l'école de police début 2016.

### Un organe pérenne de coordination et de décision

Afin de garantir la mise à disposition aux entités concernées de tous les documents utiles actualisés, par le biais de la plate-forme de partage proposée par l'Institut Suisse de Police, le groupe de travail intercantonal est maintenant pérennisé et constitue un organe de coordination et de décision, composé de représentants des polices romandes et des centres de formations. Cette entité est conduite par Olivier Rochat qui précise que «notre groupe a également pour missions de garantir la mise en application des règles de fonctionnement du processus harmonisé et d'analyser l'adéquation entre les critères du recrutement, ceux de la formation et les exigences de l'activité professionnelle. Il a aussi un rôle de développement étant entendu que le processus harmonisé actuel va évoluer dans les années à venir».

## La Police cantonale vaudoise recrute : visionnez les épisodes de notre web-série !

**La campagne de recrutement 2015 a débuté le 2 février 2015. Cette année encore, la Police cantonale vaudoise a innové avec la diffusion d'une web-série diffusée sur les réseaux sociaux, notamment Facebook et Twitter et sur le site policier.ch. En parallèle, des affiches au format mondial ont été apposées dans tout le canton.**

Afin d'attirer les meilleurs candidates et candidats dans ses rangs, la Police cantonale vaudoise a innové en proposant une web-série diffusée sur les réseaux sociaux. Composée de plusieurs épisodes d'environ une minute chacun, l'objectif de ces mini-métrages est de présenter de manière aussi dynamique que possible la diversité du travail de policier. Retrouvez la web-série sur nos réseaux sociaux et policier.ch.

Les responsables du recrutement souhaitent donner une image attractive des métiers de la police par une présence accrue sur les réseaux sociaux en parallèle de la diffusion des affiches format mondial, des annonces web ciblées, ainsi qu'au moyen de brochures d'informations et du site policier.ch qui a été repensé pour l'occasion avec un nouveau design. En naviguant, les candidats peuvent se préparer au concours d'admission et découvrir les divers tests d'aptitudes qui les attendent.

## Les aspirants genevois à Savatan

L'Académie de police a également poursuivi son développement en 2014. Le Canton de Genève a ainsi annoncé l'envoi de ses aspirants de police sur la partie test 2016-2018.

Depuis 2004, les Cantons de Vaud et Valais, ainsi que les polices communales de ces deux cantons, forment sur la commune de Lavey-Morcles à Savatan leurs aspirants de police. D'une cinquantaine de policiers formés par an au départ, le nombre d'élèves est passé à plus d'une centaine dès 2011, que leur cursus conduit à l'obtention du brevet fédéral de policier.

En 2011 également est venu s'ajouter la formation des assistants de sécurité publique des cantons et communes susmentionnés, ainsi que celle de la Police genevoise. A l'international, l'Académie a noué de nombreux contacts avec, entre autres, les polices françaises, allemandes, belges, bulgares ou roumaines. Les liens tissés par l'Académie permettent d'envisager l'avenir positivement. D'une part, les facilités offertes par la place d'arme de Savatan font l'objet de développement.

En 2014, le centre de subsistance de l'école a été repris par l'entreprise Eurerst et les cuisines et réfectoires ont été rénovés.

D'ici à 2019, il est envisagé une autonomisation de l'Académie au travers d'un concordat liant les cantons partenaires et d'une série de conventions fixant le cadre juridique de la mise à disposition des infrastructures par la Confédération et la collaboration avec celle-ci. Les travaux en vue de cette autonomisation verront la participation du Canton de Genève, qui s'engagera pour une période test de formation de ses aspirants de police à Savatan de 2016 à 2018.



# Formation

Le gendarme Massimo Caravello à l'exercice d'évitement d'obstacle



Des trajectoires plus ou moins parfaites selon les participants...

## Formation à la conduite d'urgence

Pour accomplir ses différentes missions, la police doit pouvoir intervenir en tout temps et par tous les temps. Consciente des difficultés que peuvent représenter des routes enneigées ou verglacées, la Police cantonale vaudoise est actuellement la seule police romande à offrir une formation spécifique à la conduite hivernale à son personnel.

Pour la troisième année consécutive, un cours adapté a été mis sur pied, en partenariat avec Touring Club Suisse (TCS) Training&Event, sur le circuit de Bourg-St-Pierre/VS, situé à l'entrée du tunnel du Grand St Bernard. Cette journée de formation est suivie annuellement par quelque 100 gendarmes et inspecteurs issus de brigades spécifiques, par session de 7 et au volant de véhicules de service.

Après une brève phase théorique nécessaire, les participants ont surtout eu l'occasion de s'exercer aux freinages, évitements d'obstacles et aux trajectoires en virage, sous l'œil attentif des moniteurs expérimentés dispensant de judicieux conseils personnalisés à chaque conducteur.

De l'avis général des participants, cette formation est une vraie plus-value permettant une réelle prise de conscience des difficultés de la conduite sur un revêtement glissant tout en apportant des solutions facilement applicables pour y palier.

*Dominique Glur*



Sensible à la question de la formation en matière de circulation routière, le commandant Jacques Antenen est venu encourager les participants du jour. Il est entouré de MM. Serge Gonin et Inti Filipelli, moniteurs de TCS Training& Event et deux moniteurs d'auto-école brevetés de la Police cantonale vaudoise, le sgtm Patrick Rouge et le Sgt Steve Cruchon

# Prévention criminalité

## Sois net! La Police cantonale lance un jeu vidéo sérieux sur la protection de l'image numérique

La Division prévention de la Police cantonale lance un jeu vidéo en collaboration avec les écoles vaudoises et les polices communales. Son objectif, promouvoir le « bon sens numérique » et provoquer une prise de conscience des plus jeunes et de leur entourage.

Réalisé par Gianfranco Cutruzzola

**M**aitriser les codes et les usages des réseaux sociaux, c'est savoir saisir les opportunités, mais aussi se renseigner, anticiper et gérer les dangers potentiels. Aujourd'hui, accompagner et sensibiliser les plus jeunes à la gestion de leur image et aux comportements adaptés sur Internet est essentiel. Si la problématique n'est pas nouvelle, les statistiques récentes rappellent l'actualité de l'enjeu et l'effort continu à fournir de la part de tous les acteurs. Les enfants vont sur Internet de plus en plus jeunes, il est donc nécessaire de les sensibiliser à des problématiques qu'ils sont susceptibles de rencontrer lors de leurs activités sur la toile. Ils doivent comprendre l'importance de leur image numérique.

La frontière entre vie privée et vie publique est toujours plus mince. Que ce soit sur les réseaux sociaux ou par messagerie instantanée, nous laissons tous des traces électroniques, des traces qui peuvent se retourner contre nous et nous poursuivre de nombreuses années. Photos, vidéos, conversations, course

aux likes ou au retweet peuvent conduire à des situations catastrophiques. Recherche de reconnaissance et affirmation de soi s'expriment aujourd'hui par la diffusion de contenus sur les réseaux sociaux. Harcèlement, chantage, usurpation d'identité, détournement de photos sont autant de réalités qui menacent l'utilisateur imprudent.

Selon l'étude EU Kids online, la proportion d'enfants confrontés à un risque augmente avec l'âge. Les chiffres montrent que 93% des jeunes vont en ligne au moins une fois par semaine. Si 15% des 9-10 ans ont déjà été confrontés à au moins un risque, 76% des 15-16 ans sont dans ce cas. On note également que les filles sont deux fois plus souvent victimes de harcèlement que les garçons. C'est pourquoi l'école et les Polices vaudoises mettent en garde les jeunes internautes en les incitant à soigner leur image numérique. Un «serious game» développé à cet effet les sensibilise et démontre qu'il est indispensable de préserver sa réputation sur la toile.

### Le «serious game», un outil pédagogique

La Police cantonale, les Polices communales et les écoles souhaitent agir en amont de la problématique posée par le comportement des jeunes en ligne, et ce quel que soit le moyen de communication utilisé (ordinateur, smartphone, tablette, ...). C'est pourquoi elles mettent à disposition «Sois net», un outil au service des enseignants disponible depuis le mois de février dans l'ensemble des classes vaudoises de 8e année. «Sois net» est également disponible pour le grand public, en ligne à l'adresse [sois-net.ch/jeu](http://sois-net.ch/jeu). Un jeu est dit sérieux s'il combine une volonté péda-

Réfléchis avant de cliquer



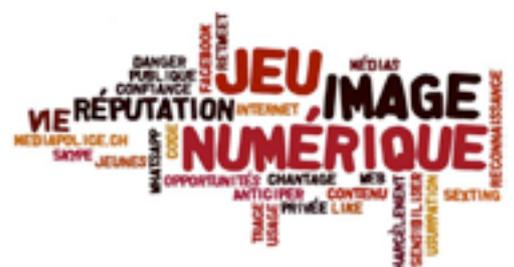
Wald

sois-net.ch

Thal

gogique, communicationnelle ou d'entraînement avec des moyens ludiques. Il souhaite rendre l'apprentissage de la prudence sur internet intéressant et stimulant en favorisant une interactivité avec le joueur. Ce dernier comprend ainsi les risques qu'il encoure et adapte son comportement en conséquence.

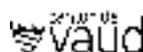
Charge ensuite aux adultes de prêter une oreille attentive, qu'ils soient parents ou membres de la famille, enseignant, médiateur, infirmier scolaire ou policier. Une prise en charge adéquate, accompagnée d'un discours rassurant et constructif permettront à l'enfant d'être épaulé au cours de son développement. En cas de problème, ce sont eux qui le soutiendront au fil des démarches entreprises tant au niveau scolaire que juridique. Les administrateurs des réseaux sociaux interviennent dans un deuxième temps, éventuellement suite à une procédure, afin de procéder à la récupération puis à la destruction du contenu incriminé. Il ne faut toutefois jamais oublier qu'il est très difficile de récupérer un élément qui a été publié sur Internet.





# sois-net.ch

- ✓ Pas d'image intime
- ✓ Pas de harcèlement
- ✓ Pas de vengeance
- ✓ Pas d'insulte
- ✓ Signaler tout dérapage

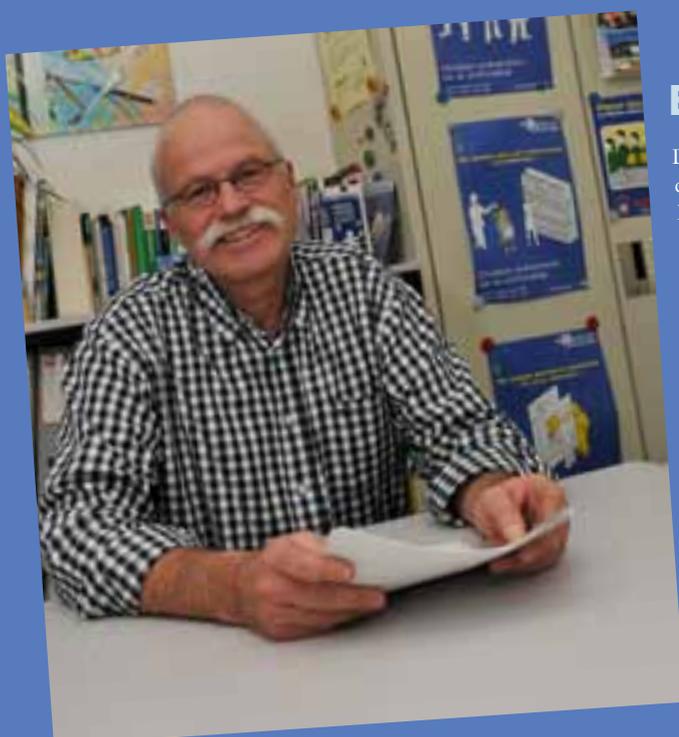


## Qu'est-ce que l'image numérique et pourquoi la protéger ?

Il s'agit de l'image que l'individu se construit en utilisant Internet et les réseaux sociaux. Jeunes et médias\*, le programme de la Confédération pour la promotion des compétences médiatiques, nous apprend que 84% des jeunes ont un profil social connecté. Les réseaux sociaux sont très utilisés car ils permettent d'établir un contact avec une multitude de groupes ou de personnes partageant les mêmes intérêts à travers le monde. Ils sont une fenêtre qui propose un retour en temps réel des autres internautes et montre la façon dont on est perçu.

Cependant, sans prise de conscience suffisante de l'accessibilité des commentaires et des photos, il est aisé de s'exposer au risque de leur utilisation frauduleuse. Le sexting, c'est-à-dire la publication de photos dénudées, même dans une situation de confiance, en est l'exemple le plus marquant. Contacts indésirables, insultes et harcèlement sont également des problématiques qu'il est nécessaire de prévenir! Le jeu Sois net cherche à faire comprendre aux jeunes utilisateurs du web qu'ils risquent leur réputation s'ils ont un comportement inadapté.

\* [www.jeunesetmedias.ch](http://www.jeunesetmedias.ch)



Pierre-Olivier Gaudard

## En classe, le jeu suscite le débat

Depuis le début de l'année, les conférenciers de la Division prévention de la Police cantonale ont déjà effectué une trentaine de visites dans les classes vaudoises de 8ème année. Son objectif est de sensibiliser les enfants aux risques qu'ils encourent, mais aussi à leurs droits et devoirs en société. Pour cela, tâche leur est confiée de réfléchir à l'attitude à adopter face aux principaux délits auxquels ils pourraient être exposés.

Cette année, un nouveau volet vient donc compléter l'action de prévention en s'attaquant aux questions liées à la vie sociale en ligne. La conférence est complétée, nous l'avons dit, par le jeu «Sois net» qui cherche à mettre les enfants face à leurs responsabilités. Quelle est leur réaction? Nous l'avons demandé à Pierre-Olivier Gaudard, commissaire et chef de la Division prévention: «Le débat entre les jeunes écoliers est toujours très vif et nourrit! Ils cherchent à comprendre à qui incombe la responsabilité d'actes inappropriés comme le sexting. Est-ce la victime qui n'a pas agi de manière suffisamment prudente, ou celui qui a abusé de sa confiance? La réponse est évidemment délicate et doit être nuancée, mais la prise de conscience semble évidente!»



## Sur le vif

### Un nouveau système d'aide à l'engagement pour le CET

La centrale d'engagement et de transmission (CET) fait peau neuve. L'installation de trois places de travail supplémentaires, d'un mur électronique d'information hi-tech et le développement du nouveau système d'aide à l'engagement (SAE) la placent désormais à la pointe de la technologie, tout en ouvrant les portes d'une étroite collaboration avec la Police municipale de Lausanne.

Réalisé par Gianfranco Cutruzzola

Introduit en 1999, le système d'aide à l'engagement, qui soutient les opérateurs dans le traitement d'appels d'urgence sur l'ensemble du territoire cantonal, a atteint ses limites. Face à l'augmentation constante du nombre d'appels, il ne permet plus d'assurer une interconnexion efficace et fiable avec les différentes technologies modernes. Elaboré au milieu des années 1990, son interface n'est plus évolutive et les principaux systèmes d'exploitation indispensables à son fonctionnement ne sont plus compatibles avec les nouvelles normes.

C'est la raison pour laquelle la Police cantonale a décidé d'acquérir en lien avec la Police municipale de Lausanne un logiciel de dernière génération. Une collaboration s'est mise en place afin d'optimiser les coûts, mais aussi de tirer des bénéfices opérationnels non négligeables. Éric Flaction, commissaire et chef du CET, précise: «L'installation de ce nouveau système a exigé un investissement d'environ 6 millions partagés entre le canton et la commune de

Lausanne. C'est un projet qui répond à la volonté d'uniformiser la technologie en utilisant un seul système d'aide à l'engagement. Un fonctionnement redondant améliorera sensiblement la collaboration avec la Police lausannoise, impliquant une sécurité et une efficacité accrues.»

#### Deux centrales d'alarme en communication constante, qu'en est-il ?

Les centrales d'alarme de la Police cantonale et de la Police municipale de Lausanne sont construites autour d'un système de serveurs qui travaillent ensemble. Le centre de la Blécherette est dorénavant relié par fibres optiques à l'hôtel de Police de Lausanne afin d'assurer un service à la population permanent, même en cas de panne majeure sur l'un des sites. «Trois opérateurs peuvent effectivement se rendre chez notre partenaire et assurer leur mission en toutes circonstances. L'importance fondamentale d'un numéro d'urgence comme le 117 imposait qu'une telle décision soit prise. Certains

manques qui pouvaient exister auparavant sont désormais comblés.» Pour Éric Flaction, tout porte ainsi à croire que le crayon et le papier auront toujours moins leur place dans un environnement faisant office de premier maillon de la chaîne sécuritaire.

L'acquisition du nouveau système d'aide à l'engagement met le CET en conformité avec les normes suisses et européennes les plus exigeantes. Elle a nécessité un réaménagement de ses locaux pour accueillir trois postes de travail destinés, en cas de nécessité, à la Police municipale de Lausanne. Toute l'infrastructure informatique, désormais désuète, a été changée, et un mur d'image construit. Cela permettra à terme au système de communiquer automatiquement avec 35 logiciels tiers, comme le Journal des événements police (JEP) ou la géolocalisation. Les opérateurs auront une vue globale de la situation sécuritaire dans le canton, tandis que les patrouilles, équipées de smartphones et de tablettes, pourront être engagées avec une efficacité maximale.

La nouvelle organisation de travail sera pleinement opérationnelle au deuxième semestre 2016. Aucune erreur n'est possible, c'est pourquoi il est nécessaire de tester le matériel en profondeur. Un site pilote sera mis en service à cet effet dans le courant du mois d'avril, puis le système entrera en production dans la nuit du 10 au 11 janvier 2016. Des jours intenses en perspective qui permettront à la Police cantonale et à la Police municipale de Lausanne de servir la population face aux problématiques sécuritaires actuelles.



L'Adjudant Cédric Pittet quelques minutes avant le déclenchement

## Comment fonctionne l'aide à l'engagement ?



### 1. Réceptionner l'appel

Trois sources :

- 117
- Réseau radio (demande émanant d'une patrouille)
- Autres numéros téléphoniques (p.ex 021'644'44'44)

### 2. Aviser/engager les moyens appropriés sur le terrain

- Analyser la situation, engager les moyens nécessaires en fonction de l'événement et des procédures
- Mobiliser les moyens disponibles dans le secteur d'intervention



### 3. Assurer le suivi de l'engagement des moyens

- Connaître en tout temps les moyens engagés
- Les adapter (intervention de spécialistes, si nécessaire)
- Alarmer les instances compétentes

### 4. Documenter toutes les mesures prises dans le cadre d'un événement

- Enregistrer les informations pertinentes et rechercher activement les renseignements



### 5. Renseigner et informer sur les événements en cours

- Interlocuteurs possibles :
- Les officiers de service
  - Les répondants « presse »
  - Le Ministère public
  - Le personnel
  - Les autorités

### 6. Faire respecter les procédures

S'assurer du respect des procédures en vigueur



## Une grande première pour le CET

Après les cantons du Valais et de Fribourg, le système polyalert, qui servira à regrouper toutes les sirènes du canton de Vaud sous un seul système informatique, est en cours d'installation dans le canton de Vaud.

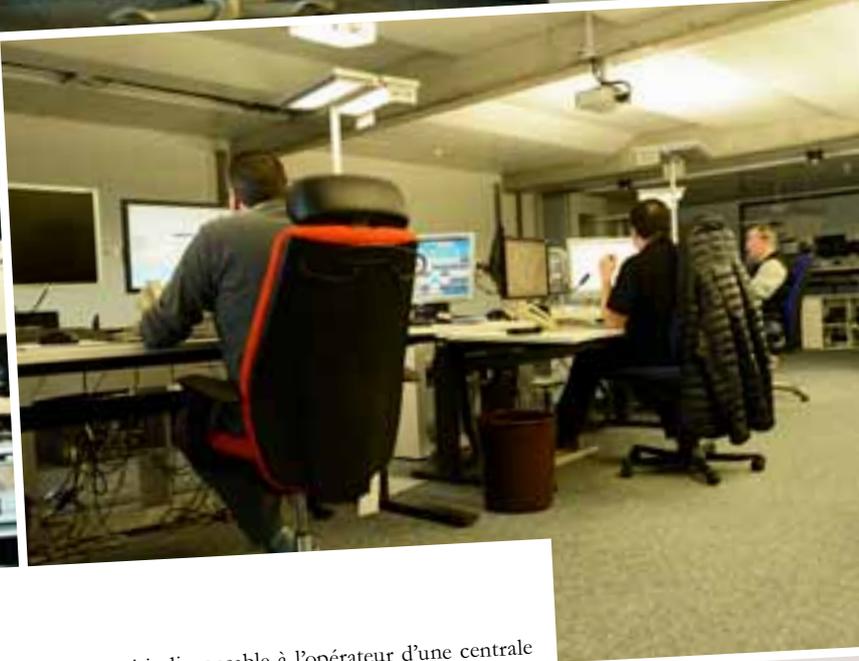
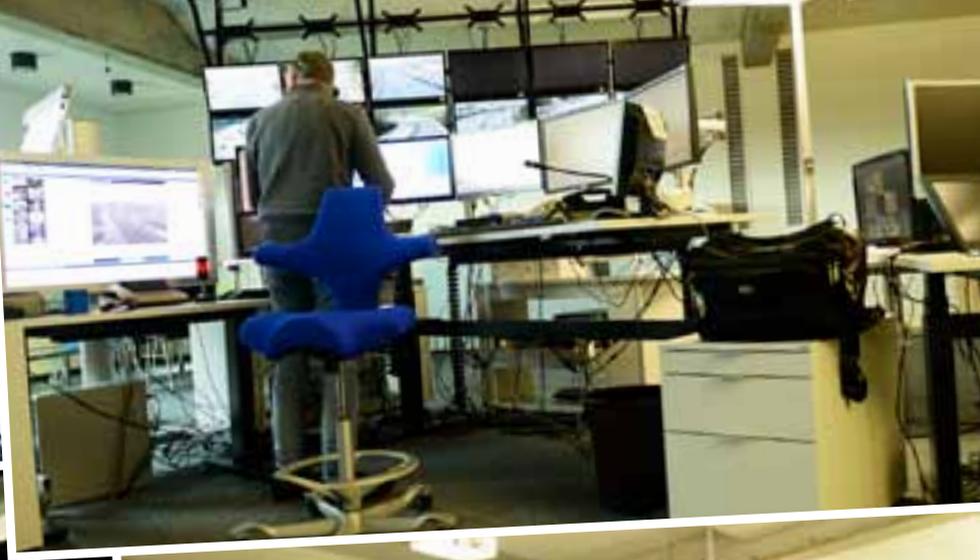
Il existe actuellement 451 sirènes fixes ainsi que 189 sirènes mobiles placées sur des véhicules. D'ici la fin de l'année 2015, les 451 sirènes seront toutes reliées au nouveau système polyalert et déclenchées toutes en même temps à l'occasion du contrôle annuel des sirènes d'alarme en 2016.

Jusqu'à alors, les sirènes étaient toutes déclenchées depuis le Centre de traitement des alarmes (CTA) à Pully. Sur le terrain, des hommes de la Protection civile (PCi) sont également placés au pied des alarmes afin de constater les éventuels défauts de ces dernières.

Le 4 février dernier, depuis le site de la Blécherette, l'adjudant Cédric Pittet de la Centrale d'engagement et de transmission (CET) a pu expérimenter le déclenchement de 80 sirènes d'alarme déjà reliées au système polyalert. Un programme identique sera également installé à la Centrale d'alarme et d'engagement de Lausanne (CAE) en cas de nécessité. A 13h30 tapante, un clic de souris a permis de démarrer les 80 alarmes que nous avons entendues retentir durant une minute chacune. Puis après 4 minutes de pause, une deuxième vague a été déclenchée automatiquement. Suite à ce test, un rapport a été envoyé au Service de la sécurité civile et militaire (SSCM) incluant toutes les informations utiles quant au fonctionnement de ces appareils (alarmes non déclenchées).

Dès lors, toutes les sirènes reliées au système polyalert sont testées une fois par semaine, soit par le CET, soit par la CAE, en mode silencieux.

Madeleine Meier



## Un SAE, c'est quoi ?

Le Système d'aide à l'engagement apporte un appui indispensable à l'opérateur d'une centrale d'urgence. Il lui fournit toutes les informations nécessaires à une prise de décision rapide et précise, ceci en total respect des procédures. C'est pourquoi le logiciel doit être convivial, efficace, ergonomique et surtout logique.

Un SAE est un système complexe, qui associe informatique, électronique et compétences métiers. Il possède la particularité d'évoluer pour s'adapter aux nouvelles technologies comme la téléphonie, la radiocommunication, la cartographie, les bases de données et les interfaces avec de multiples applications métier.

Le SAE apporte une aide à la décision complète et une visualisation géographique de tous les éléments pertinents de la couverture opérationnelle. Il comporte un module de cartographie composé de cartes nationales et cadastrales, permettant une visualisation du terrain au travers de différentes échelles telles que routes et autoroutes, adresses cadastrales, carrefours, constructions, transports publics, etc. Les opérateurs peuvent ainsi suivre les événements en cours et apporter un soutien précieux aux équipes de terrain.



### Les missions du 117

- Répondre aux appels urgents dans tout le canton de Vaud, hors ville de Lausanne
- Analyser la situation
- Engager les moyens nécessaires sur le terrain
- Assurer le suivi de l'engagement et des moyens
- Documenter toutes les mesures prises dans le cadre d'un événement

**370**

appels d'urgence  
par jour

**73'507**

événements traités  
en 2014



**134'464**

appels d'urgence en 2014

**28**

collaborateurs  
à plein temps



## NOVOTEL LAUSANNE BUSSIGNY

- 330 m<sup>2</sup> de salles de conférence modulables
- 141 chambres climatisées
- Restaurant et terrasse de 180 places
- Parking gratuit • Connexion Internet gratuite
- Fitness et étang de baignade naturel

Condémine 35 - 1030 Bussigny  
021 703 59 59 - novotel.com

WiFi  
gratuit

High  
Tech

Lumière  
du jour



**PRIX EXCEPTIONNEL**  
JUSQU'AU 5 AVRIL 2015

**GOLD** SWISS **SERVICE**

■ BONNET - BIJOUTIER DEPUIS 1895

**23 PAR GRAMME  
D'OR\* 18 CARATS  
.- VENDU**



\*Offre non cumulable sur l'or 18 carats et sous réserve d'un cours de l'or d'au moins CHF 36500.-



**ACHAT & VENTE | OR & ARGENT** ■

[WWW.GOLD-SWISS-SERVICE.CH](http://WWW.GOLD-SWISS-SERVICE.CH)

**Optic 2000**

Une nouvelle vision de la vie

**QUEL QUE SOIT VOTRE ÂGE**

**50%**

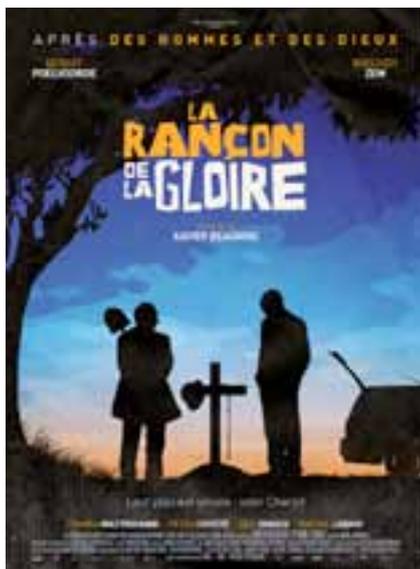
**SUR VOTRE MONTURE  
DE MARQUE!\***



\*voir conditions en magasin

[www.optic2000.ch](http://www.optic2000.ch)

Bussigny - Cossonay - Crissier - Epalinges - Lausanne Centre & Chailly - Prilly - St-Prex



A l'occasion de la sortie du film « La rançon de la gloire », retraçant l'épopée du vol du cercueil de Charlie Chaplin, nous sommes allés à la rencontre de deux protagonistes, le commissaire retraité Albert Blanc et le commissaire Jean-Daniel Aviolat, qui ont tous deux joué leur rôle à la perfection dans l'enquête de 1978 comme dans le film. Qu'ont-ils ressenti lors de la véritable enquête de 1978 ou pendant le tournage ? A l'époque, l'affaire avait déchaîné les passions. Le décès de Charlie Chaplin était survenu à la fin de l'année 1977, quelques mois plus tard, le public apprenait la disparition du cercueil du regretté Charlot. Le film nous rappelle, de façon originale, les faits marquants de cette enquête hors du commun.

Réalisé par Madeleine Meier

### « La rançon de la gloire », un film émouvant empli de vérités

Tout commence à Vevey en hiver 1977. Eddy sort de prison et se fait héberger par son grand ami Osman. Il s'occupe de la fille d'Osman, Samira, 7 ans, tandis que la femme de ce dernier, Noor, subit des examens à l'hôpital. Mais en cette veille de Noël, le manque d'argent se fait sentir et les soins apportés à la femme d'Osman sont coûteux. Aussi, lorsqu'ils apprennent à la télévision, la mort du riche comédien Charlie Chaplin, Eddy a une idée : subtiliser le cercueil de l'acteur et demander une rançon à la famille !

# Cinéma

## L'enquête Chaplin à tour de rôles

### L'enquête Chaplin, un enchaînement de situations cocasses

Le 2 mars 1978, vers 14h, la Police municipale de Corsier-sur-Vevey signale la disparition du cercueil du fameux réalisateur et acteur Charlie Chaplin décédé quelques mois plus tôt, le 25 décembre 1977. A l'époque, l'enquête sera notamment menée par l'inspecteur principal adjoint Jean Paccaud et l'inspecteur Albert Blanc de la Police de sûreté. Le commissaire retraité Albert Blanc nous raconte : « Lorsque nous avons appris la nouvelle, nous étions dans la voiture. On nous a demandé de nous rendre au cimetière de Corsier car une tombe avait été profanée. Nous ne savions pas encore qu'il s'agissait de celle de Charlie Chaplin. » Puis, les journalistes sont arrivés comme un essaim de guêpes autour du cimetière. « Heureusement, M. le Juge informateur Tenthorey les a tout de suite pris en charge afin de nous permettre de procéder aux premières investigations ».

« Au début, nous avons envisagé toutes les pistes possibles, la famille, les milieux politiques au sein desquels M. Chaplin était engagé, les fanatiques et j'en passe... » Puis quelques jours plus tard, le 8 mars, l'auteur des faits appelle la famille et revendique son acte. Il dit s'appeler « Rochat ». Huit jours plus tard, il envoie des clichés prouvant l'enlèvement, à la Police de Corsier et demande une rançon de 600'000 dollars.

Tout au long de l'enquête, Albert Blanc entretenait des relations privilégiées avec la famille Chaplin malgré quelques petits différends occasionnels ; « A la fin de l'enquête, une des filles de la famille, Mlle Géraldine Chaplin, m'a même envoyé une carte postale depuis la Californie pour me remercier et s'excuser de son ton parfois rude. »

En avril seulement, l'auteur du vol négocie le montant de la rançon avec la fille de Charlot et l'avocat de la famille, ils se mettent d'accord sur un montant de CHF 500'000.-. « Les ravisseurs demandent que le chauffeur titulaire de la famille leur apporte la rançon, mais le commissaire Cettou décide que ce serait la tâche de l'inspecteur principal adjoint Paccaud. Ce dernier a donc repris son ancien uniforme de Swissair et a endossé le rôle du chauffeur. »

Après plusieurs tentatives avortées de remise de rançon, la police décide de mettre sur écoute 240 cabines téléphoniques du centre de Lausanne.

Pour illustrer ces tentatives, le com Albert Blanc raconte ; « Un jour, les ravisseurs ont demandé que le chauffeur aille retirer l'argent dans une banque de Vevey. L'IPA Paccaud a donc revêtu son costume de chauffeur et est parti, accompagné d'un deuxième policier à l'arrière pour assurer sa sécurité. Je suivais avec deux autres collègues. Nous sommes arrivés vers la banque et nous sommes parqués le long d'un bâtiment d'où l'on pouvait apercevoir l'IPA Paccaud avec la Bentley de la famille Chaplin. A quelques mètres de nous, il y avait un homme seul dans sa voiture qui observait la Bentley. Nous avons trouvé cela suspect. Puis Paccaud est reparti de Vevey pour le Manoir et la voiture l'a suivi. Nous nous sommes donc mis en 3ème position. La Bentley est rentrée au manoir, la voiture a continué son chemin. Sentant qu'il était suivi, il est reparti sur Vevey mais a dû s'arrêter aux feux rouges. C'est à ce moment-là que nous l'avons arrêté. L'individu, qui n'avait pourtant rien à voir avec le vol du cercueil, s'est expliqué. En voyant la voiture de Chaplin devant la banque, il a remarqué que le chauffeur au volant n'était pas le « vrai » et a trouvé cela bizarre. Il a donc décidé de le suivre... »

### Quelques inexactitudes pour les besoins cinématographiques

Lors d'un énième coup de fil de « Rochat » à l'avocat de la famille, sa voix est reconnue. Il est repéré dans une cabine téléphonique du centre de Lausanne et cueilli par deux policiers. Il reconnaît les faits et ajoute qu'un complice l'a aidé à transporter le cercueil. « Dans le film, le maître d'hôtel intervient durant l'interrogatoire et met une gifflée au principal auteur. Mais cela n'est pas véridique. Il n'y a jamais de personnes extérieures à la police durant les interrogatoires » ajoute Albert Blanc. Il précise : « Contrairement à ce que montre le film, les protagonistes n'étaient pas récidivistes et les deux compères n'étaient pas amis. »

Durant les auditions, le voleur indique aux enquêteurs l'emplacement où a été enterré le cercueil. « Ils avaient fait une marque sur un arbre en bordure des champs pour retrouver l'emplacement du cercueil » ajoute Albert Blanc. Mais malgré cela, il n'a pas été aisé de le retrouver.

Finalement, le mercredi 17 mai, de nuit pour éviter les curieux, le cercueil est déterré. « Nous avons dû ouvrir le cercueil afin de

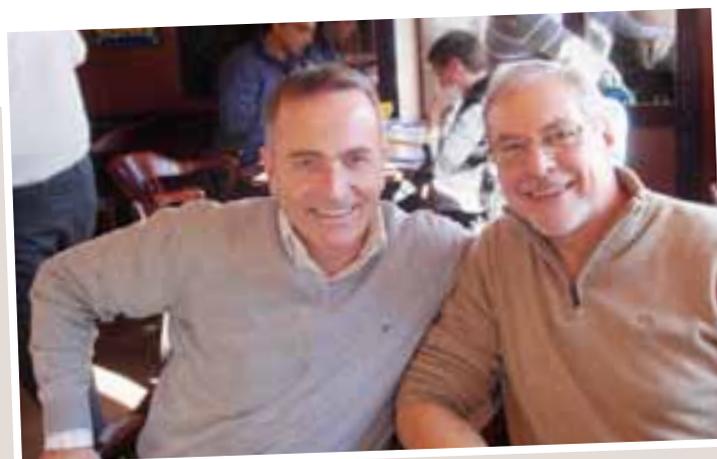
vérifier s'il contenait toujours le corps. Ce fût un moment très émouvant. Beaucoup de personnes étaient présentes dont le juge d'instruction Tenthorey et le médecin légiste qui se devaient d'être présents pour identifier le corps». Le 23 mai, lors d'une cérémonie privée, le cercueil est remis en terre au cimetière de Corsier. Mais cette fois sous une chape de béton...



*L'équipe présente lorsque le cercueil a été retrouvé*

## La Police cantonale vaudoise au service du film

Pour les besoins du film, en 2011, le réalisateur Xavier Beauvois est dirigé vers la Police cantonale vaudoise et plus particulièrement vers le commissaire retraité Daniel Delaplace qui avait alors contribué à l'enquête. Après plusieurs rencontres, notamment avec le com Albert Blanc, et une visite aux archives cantonales, les trois hommes tissent des liens. Puis vient le moment où Xavier Beauvois propose à Albert Blanc de figurer dans le film en tant que policier. Etant absent aux dates du tournage, il se tourne vers le commissaire Jean-Daniel Aviolat qui, après un temps d'hésitation, accepte de figurer dans le film. Il nous avouera plus tard qu'il n'a, à aucun moment, regretté sa décision. Il raconte: «L'équipe de tournage souhaitait un vrai policier afin de pouvoir lui poser des questions sur le déroulement des événements.» Le tournage s'est déroulé en mars et avril 2013 à Vevey. Pour Jean-Daniel Aviolat, il a duré 6 jours en tout. «C'était une expérience extraordinaire» ajoute-t-il. «Tout le monde était très sympathique et voir tout cela de l'intérieur a changé ma façon de regarder un film». Les figurants et acteurs ont pu évoluer au milieu de stars telle que Roshdy Zem, Chiara Mastroianni ou encore Benoît Paelvoorde. «Tous les acteurs étaient très accessibles. Benoît Paelvoorde faisait rire tout le monde. Il était constamment en train de faire le clown. C'est justement dans ces moments-là que l'on se rend compte qu'il est excellent acteur. Il pouvait rire et deux secondes plus tard reprendre son rôle et son sérieux avec un grand professionnalisme.»



*Le commissaire Jean-Daniel Aviolat et le commissaire retraité Albert Blanc sont revenus avec plaisir sur cette belle aventure*

Sur le tournage, le talent du réalisateur Xavier Beauvois n'a échappé à personne. Jean-Daniel Aviolat le décrit ainsi: «Il est d'une extrême minutie et a l'œil partout. Avant de tourner la scène du tribunal, il a, par exemple, remarqué qu'un figurant ne portait pas une montre d'époque.»

Durant le tournage, Xavier Beauvois était ouvert à tout changement et laissait le champ libre à ses acteurs s'ils souhaitaient modifier leur texte ou amener de nouvelles idées. Jean-Daniel Aviolat précise: «Dans la scène de l'arrestation d'un des deux auteurs au cirque, j'ai moi-même contribué au dialogue, car les acteurs ne savaient pas ce qui se disait lors d'une interpellation. Je leur ai donc expliqué que l'on disait souvent «Vous savez pourquoi on est là?» et ils ont repris la réplique telle quelle.» Il ajoute: «Pour la même scène, ils avaient placé plusieurs voitures banalisées autour du chapiteau. Ces voitures avaient des feux bleus alors qu'à l'époque, nous n'avions pas de feu bleu sur les voitures banalisées. Ils les ont donc ôtées.»

Le com Jean-Daniel Aviolat a également été marqué par les moyens mis en œuvre pour la réalisation du tournage. Il nous explique: «Avant le tournage, le Manoir de Ban (maison de la famille Chaplin) était totalement vide. Ils ont dû remeubler entièrement les différentes pièces où nous avons tourné. La décoration, les rideaux, les meubles, tout a été apporté sur place. Ils ont même retrouvé le vieux bureau de Charlie Chaplin. Ils se déplaçaient avec des camions entiers de vêtements, de meubles et de matériel technique» conclut-il. Il est vrai que vu de l'extérieur, nous ne nous rendons pas compte du temps et des moyens nécessaires pour réaliser un film d'une heure et demie. «Pour 10 secondes de film, on tournait parfois une matinée entière.» précise Jean-Daniel Aviolat.

Et aux deux complices d'ajouter: «C'est une enquête et une aventure que nous ne risquons pas d'oublier!»



*Les commissaires retraités Albert Blanc et Daniel Delaplace entourant le réalisateur Xavier Beauvois*

# LAPEYRE

AMÉNAGEMENTS • BAINS • CUISINES • MENUISERIES • SOLS

DEVINEZ  
TOUT CE QUE  
LAPEYRE  
PEUT FAIRE  
POUR VOUS



Nouveau  
catalogue,  
796 pages en ligne sur :  
**lapeyre.ch**



Des conseillers experts avec  
vous jusqu'au bout de votre projet



**VEVEY-YVERDON  
CONTHEY**

**parallèle**  
www.parallele-le-mont.ch

**Achetez votre appartement  
au Mont-sur-Lausanne!**

à 2 pas du centre de la Police cantonale  
vaudoise de la Blècherette

Livraison printemps 2016



**À VENDRE**

appartements de 2,5 à 4,5 pièces,  
espaces d'activité de 30 à 100 m<sup>2</sup>

Réception sur site: ma-me-je 15h30 - 18h30  
(sur rdv) sa 10h00 - 16h00

RENSEIGNEMENTS ET VENTE  
STEINER SA - T: 058 445 28 80

**STEINER**

**DES RABAIS  
À DÉCROCHER  
LA LUNE!**

A Crissier nous rendons  
possible l'impossible.  
www.garage-rochat.ch

**Rochat & Fils**  
AUTOMOBILES SA  
CH. DE LA COLICE 1 - 1023 CRISSIER  
TÉL. 021 636 26 36



# Coup de cœur

## Fête de Noël 2014

La deuxième édition de la Fête de Noël de la Police cantonale vaudoise s'est déroulée le samedi 13 décembre 2014, de 14h à 16h30, au Restaurant DSR. De très nombreux enfants ont cette année encore pris part à cet événement festif! Pour contribuer à la magie de Noël, chaque enfant a reçu un cadeau adapté à son âge. Souvenirs en images ...





# Agenda

*La brigade de prévention routière de la Gendarmerie vaudoise sera présente, avec ses diverses animations, lors des événements suivants :*

## **> 3, 4, 5 et 6 avril (weekend de Pâques)**

Action motocyclistes sur les quatre régions du canton

## **> 18 et 19 avril**

Journées test de motos BMW au Mollendruz

## **> 9 et 10 mai**

Acid Days à Cossonay

## **> 31 mai**

Tour du Pays de Vaud cycliste à Pompaples

## **> 6 juin**

Journée des jeunes sapeurs-pompiers à Aigle

## **> 14 juin**

Fugue chablaisienne à Vouvry (Valais)

## **> 16 et 17 juin**

Action de prévention motard «La route n'est pas mon circuit»; circuit de Bresse.

## **> 27 et 28 juin**

Concentration de motos aux Mosses  
Slalom automobiles de Bière

# Une vitre brisée symbole de « système d'alarmes »

Depuis plus de 20 ans, Securitas Direct contribue à démocratiser les systèmes d'alarmes domiciliaires sans jamais remettre en cause ses valeurs.

**Le marché du système d'alarmes a explosé ces dernières années. Avec sont lot de nouveaux acteurs et de nouvelles « approches » commerciales... Au milieu, Securitas Direct fait figure d'exception avec une ligne de conduite et une philosophie intacte depuis 20 ans.**



La période de l'angélisme semble définitivement terminée pour la Suisse Romande et chacun a pris conscience qu'il devait prendre des mesures pour assurer la sécurité de son domicile. Mais que conseille Securitas Direct à ses clients? Que peut-on faire concrètement? Quelles mesures de sécurité ont du sens aujourd'hui pour son domicile?

## Ne tombez pas dans les excès!

Comme souvent, ne pas tomber dans les excès! Mais bien analyser la situation afin de faire les bons choix. La sécurité est une affaire d'équilibre. Equilibre entre quatre grands groupes de mesures; Les mesures architectoniques (ou architecturales), les mesures mécaniques, les mesures techniques et les mesures personnelles.

Pourquoi équilibre? Car il paraît bien inutile d'investir sur une porte d'entrée blindée, si votre maison dispose de deux portes arrières et d'une porte fenêtre dans la cuisine (toutes les trois en simple bois!). Inutile d'équiper toutes ses fenêtres de barreaux d'acier si vous avez pour habitude de laisser la porte ouverte!

Une bonne analyse du niveau de sécurité du domicile peut contribuer à prendre les bonnes mesures et faire les bons choix.

- Penser de manière globale
- Mesurer les risques
- Equilibrer les mesures
- Rester réaliste

## Mesurez les risques à tête reposée!

S'il est important d'équilibrer les mesures que l'on prend, il l'est tout autant de les mettre en relation avec les risques « réels ».

Pas facile lorsque un cambriolage vient de nous toucher ou de toucher un voisin, un ami et que des démarcheurs sonnent à votre porte... Penser à sa sécurité sous le coup de l'émotion est rarement de bon conseil. On achète ce que l'on nous propose, on opte pour une solution car un ami la choisie, mais est-elle adaptée pour son domicile? Comme un capitaine de bateau qui s'assure de disposer d'assez de bouées avant que le temps ne se gâte, prenez le temps d'y penser avant d'être confronté à un sinistre. Demandez des conseils, faites analyser votre maison, demandez des offres, réfléchissez à vos besoins.

## Soyez réaliste!

Non, le temps où l'on laissait sa maison ouverte en allant faire les courses, ne reviendra pas. Oui, la sécurité est devenue une affaire individuelle. Non, ce n'est pas une idée agréable! Mais c'est la réalité, nous devons tous prendre un peu sur nous et ne plus nous reposer uniquement sur la sécurité publique et l'espoir de jours meilleurs...

Mais le réalisme passe aussi par l'analyse des besoins de sécurité, que nous venons d'évoquer. Mettez toujours en balance le rapport risque/coût/efficacité. Il serait pas exemple peu réaliste de remplacer tous les vitrages de sa maison par des vitrages blindés. A moins que votre maison n'abrite une banque...



www.securitas-direct.ch - 0800 80 85 90

## 7 étapes pour 1 processus d'alarme

